

# L'ÉDITO

Jurek Kuczkiewicz

## JETER L'IDEAL EUROPÉEN AUX OUBLIETTES ?

**M**ercredi, l'info n'était pas dans le discours sur l'état de l'Union du président de la Commission Jean-Claude Juncker. Elle était dans le « contre-discours » que lui a glissé sous les pieds Donald Tusk, président du Conseil européen. Ou plutôt, dans la confrontation de deux visions totalement opposées de ce que devrait être l'Union européenne, exposées simultanément par les deux responsables européens censés chercher le consensus. Tout cela, à un moment où chacun prétend éviter les sujets qui fâchent, mais non sans « se parler franchement ».

Inhabituellement austère, Jean-Claude Juncker n'a pas créé la surprise. Ce n'était pas son intention, ce n'est d'ailleurs pas le genre dans lequel il excelle le plus. Les grincheux qui jugent Juncker systématiquement décevant, d'un autre temps ou manquant de vision - qu'il annonce il est vrai pour... dans six mois - auront grincé comme d'habitude.

Et ceux qui voient en l'ex-Premier ministre grand-ducal l'incarnation rassurante de la bonne volonté européenne, qui fait ce qu'il

peut dans un contexte plus difficile que jamais, auront été contentés par un discours honnête - mais très économe sur l'autocritique - et charpenté de projets recueillant le plus grand consensus parmi les 28. C'est déjà cela.

### La crise actuelle résulte justement de l'incapacité des Etats à s'accorder

On s'autorisera en passant une pointe d'enthousiasme pas très à la mode, à la vue de la pépite de ce discours : l'annonce de la création d'un Corps européen de volontaires, seul projet concret imprégné d'idéal, et dont on doit l'idée aux commissaires Thyssen (Social) et Stylianides (Humanitaire).

Reste le plus spectaculaire : le

fossé béant entre un discours qui réaffirme que la solidarité partagée envers les réfugiés est intrinsèque à l'idée européenne, et un discours dépourvu du terme « réfugié », qui dit qu'il faut « éviter à nos peuples le chaos de 2015 ». (Sic.)

Ce fossé sépare deux visions radicalement opposées. Celle sur

laquelle s'est construite l'UE, où des institutions communes sont chargées de penser au bien commun et de les proposer à l'approbation des Etats et de leurs représentants. Et celle que résume Donald Tusk lorsqu'il indique que « les institutions doivent soutenir les priorités établies entre les Etats, et non imposer les leurs ». Comme si les institutions européennes ont jamais pu imposer leur volonté aux Etats... La crise actuelle résulte justement de l'incapacité

des Etats à s'accorder, alors qu'eux seuls détiennent à ce jour le pouvoir dans l'Union européenne.

Ce fossé est enfin celui qui se creuse entre le discours de Juncker qui en appelle au rêve européen, et celui de Tusk qui met dans le même sac les « euro-enthousiastes » - en fait les héritiers des fondateurs - et les sceptiques, tout cela au nom d'un « optimisme réaliste ». En définitive, la chimère n'est pas du côté de ceux qui croient en plus d'Europe, en une Europe mieux organisée. La chimère, c'est de croire que le temps de l'idéal européen est passé, et que 28 Etats verront leurs intérêts respectifs - et souvent divergents - mieux satisfaits lorsqu'ils seront en permanence 28 à décider autour de la table.